

La présente note vise à :

- présenter les principales caractéristiques des entreprises du commerce de détail en Polynésie française ;
- analyser les évolutions récentes de ce secteur.

## INTRODUCTION

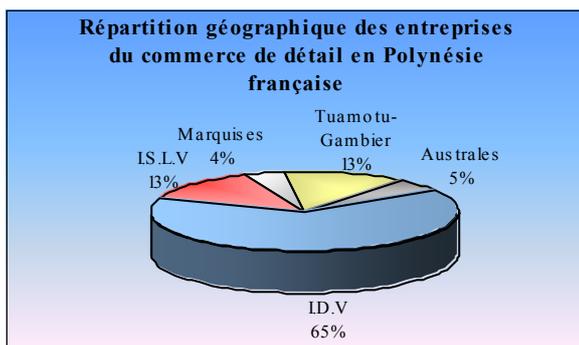
Le secteur du commerce occupe une place importante dans l'économie polynésienne. Premier employeur privé, il contribue à hauteur de 18 % à la formation du Produit intérieur brut. La branche principale de ce secteur pilier de la croissance économique est le commerce de détail.

En fin d'année 2003, le commerce de détail rassemblait 2.057 entreprises. Ces dernières réalisaient un chiffre d'affaires total de 108,9 milliards de F CFP et employaient plus de 6.000 salariés, soit près d'un dixième de la population active.

L'ouverture du premier hypermarché en Polynésie française en 1986 a constitué le catalyseur des mutations ultérieures, dans un secteur demeuré longtemps traditionnel. Le développement des grandes surfaces s'est poursuivi de manière rapide et, une décennie plus tard, un mouvement de concentration touchant la grande distribution à dominante alimentaire a été observé.

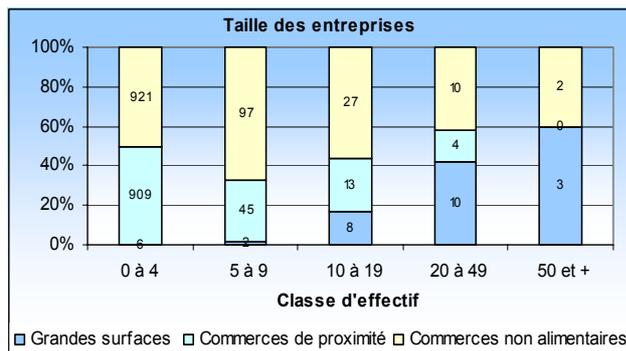
Les formes et les méthodes de distribution ont changé et, avec elles, les comportements des consommateurs, bénéficiaires d'une concurrence de plus en plus vive. Face à ces évolutions, les commerces autres que les hypermarchés ont tenté de s'adapter (extensions de surface commerciale, modernisation de l'outil de travail, diversification d'activités...).

## 1- LES CARACTÉRISTIQUES DES ENTREPRISES DU SECTEUR EN 2003



Source : ISPF - Registre territorial des entreprises

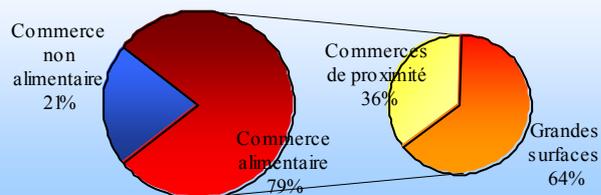
64,5 % des entreprises inscrites au Registre territorial des entreprises (RTE) sont situées aux Iles du Vent, dont la plus grande partie sur Tahiti. Papeete demeure le principal pôle d'implantation, puisque 29,8 % des détaillants y ont leur commerce, suivi de Faa'a (6,5 %) et de Punaauia (5,5 %). Géographiquement, 49,3 % des commerces de détail se situent dans la zone urbaine proche de Papeete, entre Mahina et Punaauia.



Source : ISPF - Registre territorial des entreprises

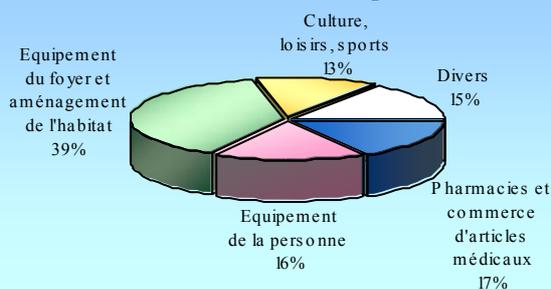
Le commerce de détail compte essentiellement des petites structures, comme en témoignent leurs effectifs : 89,4 % des entreprises du commerce de détail comptent moins de 5 salariés et 96,3 % d'entre elles en dénombrent moins de 10. En outre, sur le plan juridique, 71,7 % d'entre elles sont enregistrées en tant que personnes physiques, 19,6 % en tant que sociétés (et entreprises unipersonnelles) à responsabilité limitée et seulement 1,3 % sont des sociétés anonymes.

### Répartition du chiffre d'affaires du commerce de détail en 2003



Source : ISPF

### Répartition du chiffre d'affaires du commerce de détail non alimentaire par activité



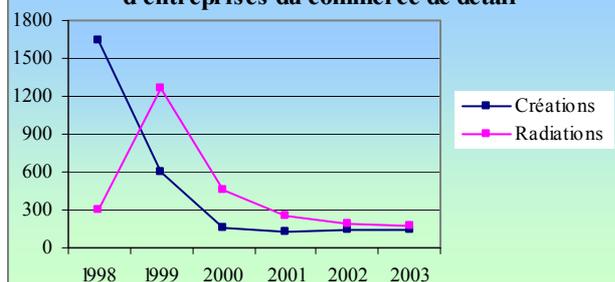
Source : ISPF

Le commerce de détail se scinde en :

- ✓ un commerce de détail alimentaire, constitué de 1.002 unités commerciales en 2003, soit 49 % du total. Il a atteint un niveau d'activité de 62,5 milliards de F CFP, représentant 79 % du chiffre d'affaires total réalisé. A elles seules, les grandes surfaces (surface commerciale supérieure à 400 m<sup>2</sup>) en assurent 51 %, contre 28 % pour les commerces de proximité, de dimensions plus modestes.
- ✓ un commerce de détail non alimentaire, qui comprend 1.055 unités commerciales et ne représente que 21 % du chiffre d'affaires du secteur, réalisé en grande partie par les commerces d'équipement du foyer et d'aménagement de l'habitat (39 %).

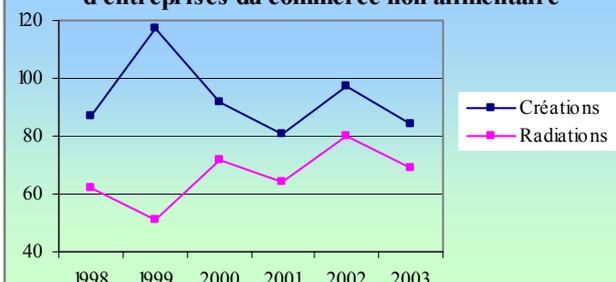
## 2- L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DU SECTEUR

### Evolution des créations et radiations d'entreprises du commerce de détail



Source : ISPF - Registre territorial des entreprises

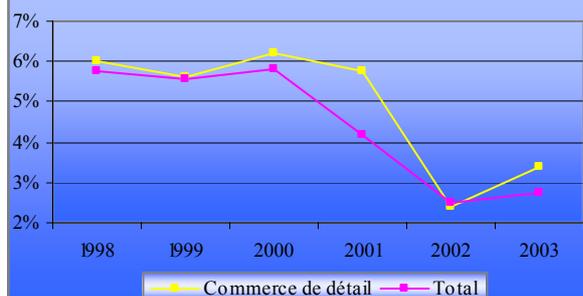
### Evolution des créations et radiations d'entreprises du commerce non alimentaire



Source : ISPF - Registre territorial des entreprises

Depuis 1998, année d'exception marquée par l'inscription de nombreux patentés distribuant les produits dérivés du nono, le nombre de radiations de commerces de détail a dépassé celui des créations. Néanmoins, cette tendance est observée uniquement sur le commerce de détail à prédominance alimentaire, ces commerces de proximité subissant davantage la concurrence des grandes surfaces. A l'inverse, le commerce non alimentaire a enregistré sur chacune des cinq dernières années une création nette du nombre de ses unités : + 20 en 2000, + 17 en 2001 et en 2002, et + 15 en 2003.

### Variation annuelle des effectifs salariés

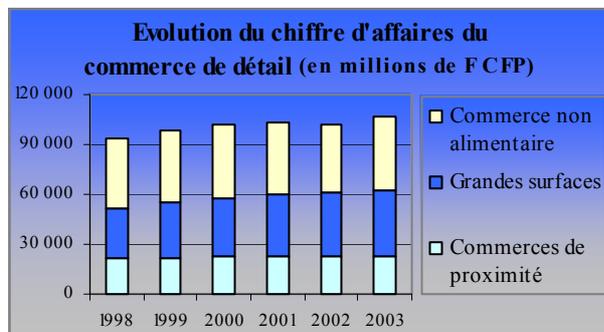


Source : Caisse de prévoyance sociale

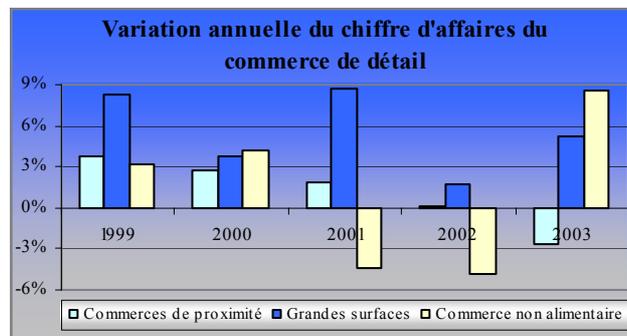
Le commerce de détail employait 6.014 personnes au 31 décembre 2003, soit près de 10 % des salariés polynésiens.

L'évolution de ses effectifs salariés, constamment supérieure à celle des effectifs globaux au cours des cinq dernières années, a largement contribué à orienter l'évolution –positive– de l'emploi salarié dans la collectivité.

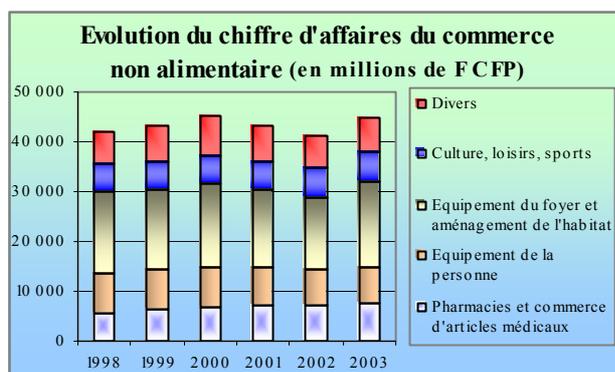
Néanmoins, la progression des effectifs salariés du commerce durant cette période s'est faite en dépit du nombre décroissant de surfaces commerciales.



Source : ISPF



Source : ISPF

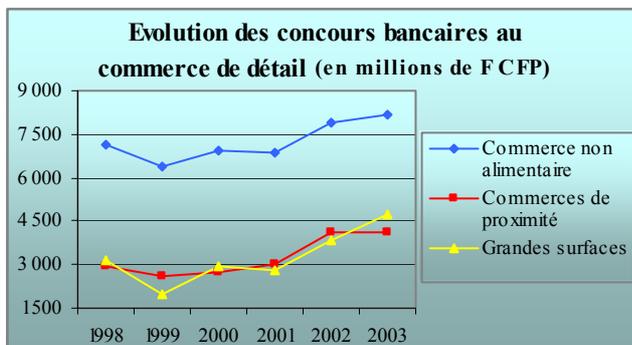


Source : ISPF

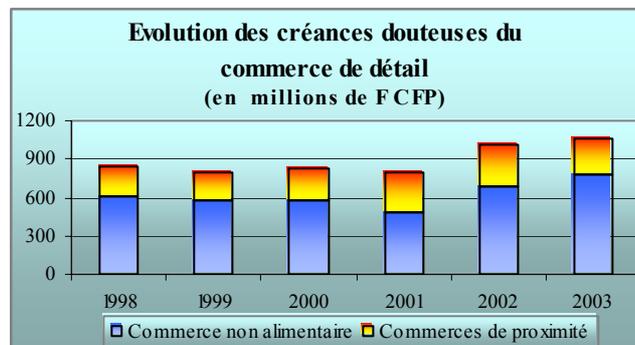
Depuis 1999, les détaillants ont connu un ralentissement de la croissance de leur chiffre d'affaires, l'année 2002 se soldant même par une baisse de 1,4 %. Cette évolution est étroitement liée à la défaillance du commerce non alimentaire, qui a souffert d'une concurrence exacerbée de nouvelles enseignes (471 créations d'entreprises pour 336 radiations en cinq ans) ajoutée à celle des grandes surfaces. En outre, les magasins spécialisés ont dû également faire face au développement d'une nouvelle forme de concurrence matérialisée par les achats électroniques à distance, très concurrentiels. De même, la multiplication d'offres promotionnelles de séjours à l'étranger, en particulier à destination des Etats-Unis, a favorisé l'accroissement d'achats effectués à l'étranger.

L'année 2003 a marqué l'amorce d'une reprise d'activité avec une progression annuelle de 5 %. Néanmoins, cette orientation favorable a essentiellement reposé sur le dynamisme de la branche de l'équipement du foyer et de l'aménagement de l'habitat (chiffre d'affaires en hausse de 2,8 milliards de FCFP entre 2002 et 2003).

De 1998 à 2003, les grandes surfaces ont connu un taux de croissance annuel moyen de 5,5 %, contre 1,1 % pour les commerces de proximité et 1,2 % pour le commerce non alimentaire. S'agissant de ce dernier, l'évolution de ses différentes branches a été contrastée : + 29 % pour les pharmacies et commerces d'articles médicaux, + 5 % pour l'équipement du foyer et l'aménagement de l'habitat et - 5 % pour l'équipement de la personne.



Source : IEOM – Service central des risques



Source : IEOM – Service central des risques

De 13,2 milliards de FCFP en 1998, l'encours des crédits consentis par les établissements de crédit aux entreprises du commerce de détail est passé à 17 milliards en 2003, en progression annuelle moyenne de 5,3 %. Dans le détail, le commerce alimentaire a enregistré pendant cette période la croissance la plus forte, avec + 8,4 % par an pour les grandes surfaces (4,8 milliards de FCFP en 2003, contre 3,2 en 1998) et + 6,9 % pour les commerces de proximité (4,1 milliards de FCFP contre 2,9). Les concours au commerce non alimentaire se sont, quant à eux, accrus de 2,8 % (8,1 milliards de FCFP contre 7,1).

En 2003, l'encours des créances douteuses du commerce de détail s'est élevé à 1,1 milliard de FCFP. En cinq ans, leur taux de croissance annuel moyen s'est révélé inférieur à celui de l'ensemble des concours bancaires, avec + 4 %. Si cette comparaison est vérifiée pour le commerce alimentaire (+ 3,4 % par an), elle est en revanche inversée pour le non alimentaire. En effet, la croissance de ses créances douteuses a été plus rapide que celle de l'ensemble de ses risques (+ 4,2 %). Au total, le commerce de détail reste un secteur risqué pour les banques, avec un taux de créances douteuses de 6,5 %<sup>1</sup> supérieur à celui observé pour l'ensemble de l'économie (5,1 %).

<sup>1</sup> Source : Service central des risques de l'IEOM

### 3- ANALYSE FINANCIERE DES ENTREPRISES DU SECTEUR

Une étude sur la situation des entreprises du commerce de détail sur les exercices 2001 à 2003 a été réalisée par l'IEOM à partir d'un échantillon représentatif d'entreprises lui ayant remis leurs documents comptables (171 entreprises).

L'étude présentée ne concerne que des entreprises constituées en sociétés commerciales, à l'exclusion des entreprises individuelles régies par des règles comptables et fiscales différentes.

En outre, afin de présenter les résultats les plus représentatifs du tissu économique local, une scission de l'échantillon a été opérée au regard du chiffre d'affaires constaté par entreprise en 2003. Ainsi, l'analyse s'est portée sur, d'une part, les entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de F CFP et, d'autre part, sur celles dont le niveau d'activité n'a pas atteint ce seuil.

#### LES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES EST SUPERIEUR A 1 MILLIARD DE F CFP (14 entreprises)

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (en milliers de F CFP)	2001	2002	2003	Variation
Fonds propres nets	330 069	283 287	268 035	-5,4%
+ Dettes financières stables	438 487	420 680	565 872 (1)	34,5%
+ Amortissements et provisions	374 264	400 295	424 497	6,0%
- Immobilisations brutes	964 095	1 010 666	1 127 412	11,6%
<b>= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL</b>	<b>178 724</b>	<b>93 596</b>	<b>130 991</b>	<b>40,0%</b>
Stocks et en cours	354 810	389 497	436 931	12,2%
+ Créances clients	142 623	127 752	132 460	3,7%
- Dettes fournisseurs	350 818	407 088	425 387	4,5%
- Dettes fiscales et sociales	57 287	55 076	67 662	22,9%
+ Solde des autres créances et dettes d'exploitation	29 364	40 551	30 518	-24,7%
<b>= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION</b>	<b>118 693</b>	<b>95 636</b>	<b>106 860</b>	<b>11,7%</b>
+ Besoin en fonds de roulement hors exploitation	115 148	56 089	65 470	16,7%
<b>= BESOINS EN FOND DE ROULEMENT</b>	<b>233 842</b>	<b>151 725</b>	<b>172 329</b>	<b>13,6%</b>
<b>SOLDE NET DE TRESORERIE</b>	<b>-55 117</b>	<b>-58 129</b>	<b>-41 338</b>	<b>-28,9%</b>
Disponibilités et placements	79 015	67 166	86 035	28,1%
- Crédits bancaires courants	134 132	125 295	127 373	1,7%
<b>= TRESORERIE</b>	<b>-55 117</b>	<b>-58 129</b>	<b>-41 338</b>	<b>-28,9%</b>

Source : IEOM

(1) dont emprunts bancaires = 395 098  
emprunts financiers = 170 774

Le taux d'endettement financier<sup>1</sup> de ces entreprises est structurellement élevé (312 % en 2003) en raison de la faiblesse des capitaux propres au regard des investissements importants. Celle-ci est néanmoins compensée par des avances en comptes courants d'associés. Le financement auprès des banques constitue 61 % de l'endettement financier.

Le fonds de roulement net global (FRNG) ainsi formé permet la couverture des besoins en fonds de roulement d'exploitation (BFRE). Le poids de ces derniers reste limité grâce à une bonne rotation des stocks de marchandises et à l'allongement des délais de paiement des fournisseurs.

RESULTATS MOYENS (en milliers de F CFP)	2001	2002	2003	Variation
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>2 611 049</b>	<b>2 656 958</b>	<b>2 755 706</b>	<b>3,7%</b>
Marge commerciale	559 667	603 802	650 739	7,8%
<b>+ PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>	<b>34 057</b>	<b>38 662</b>	<b>56 913</b>	<b>47,2%</b>
= Production globale	593 724	642 464	707 652	10,1%
- Consommations intermédiaires	175 835	187 540	204 309	8,9%
<b>= VALEUR AJOUTEE</b>	<b>417 889</b>	<b>454 925</b>	<b>503 342</b>	<b>10,6%</b>
+ Subventions d'exploitation	285	387	286	-26,1%
- Impôts et taxes	8 843	8 680	9 082	4,6%
- Charges de personnel	238 352	252 102	265 654	5,4%
<b>= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>170 979</b>	<b>194 530</b>	<b>228 892</b>	<b>17,7%</b>
- Dotations (nettes de reprises)	40 726	34 127	45 710	33,9%
+ Autres produits et charges d'exploitation	-12 987	-21 949	-19 356	-11,8%
- Charges financières nettes	35 629	33 525	33 853	1,0%
+ Opérations faites en commun	0	0	0	n.s
<b>= RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>81 637</b>	<b>104 929</b>	<b>129 973</b>	<b>23,9%</b>
+ Produits et charges exceptionnelles	-37 778	-25 835	-52 127	101,8%
- Participation des salariés	0	0	0	n.s
- Impôts sur le bénéfice	16 861	21 875	16 768	-23,3%
<b>= RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>26 999</b>	<b>57 219</b>	<b>61 079</b>	<b>6,7%</b>

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2001	2002	2003	Variation
	118 547	127 195	148 813	17,0%

Source : IEOM

En 2003, la progression du chiffre d'affaires moyen de 3,7 % s'est accompagnée d'une hausse générale de la rentabilité. Cette dernière trouve son explication dans la croissance maîtrisée des charges d'exploitation.

La hausse limitée du coût d'achats des marchandises (+ 1,7 %) a contribué à l'amélioration significative de la marge commerciale (+ 7,8 %).

Les charges de personnel, qui ont représenté 64 % du revenu global, ont également connu une progression contenue de 5,4 %. Quant aux charges financières, elles n'ont crû que de 1 %.

En outre, la prise de participations d'un grand nombre de ces sociétés dans des projets immobiliers a permis, grâce aux différents dispositifs de défiscalisation, d'alléger les charges fiscales, comme en témoigne la baisse de 23,3 % de l'impôt sur les bénéfices.

<sup>1</sup> Taux d'endettement financier = endettement financier / capitaux propres

**LES ENTREPRISES DONT LE CHIFFRE D'AFFAIRES EST INFÉRIEUR A 1 MILLIARD DE F CFP**  
(157 entreprises)

BILAN FONCTIONNEL MOYEN (en milliers de F CFP)	2001	2002	2003	Variation
Fonds propres nets	48 603	48 891	46 536	-4,8%
+ Dettes financières stables	30 338	37 979	42 672 (1)	12,4%
+ Amortissements et provisions	35 704	37 432	41 571	11,1%
- Immobilisations brutes	70 489	78 950	86 701	9,8%
<b>= FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL</b>	<b>44 157</b>	<b>45 351</b>	<b>44 078</b>	<b>-2,8%</b>
Stocks et en cours	44 233	47 255	48 304	2,2%
+ Créances clients	20 032	18 777	20 045	6,8%
- Dettes fournisseurs	20 089	20 872	20 856	-0,1%
- Dettes fiscales et sociales	4 770	5 286	5 460	3,3%
+ Solde des autres créances et dettes d'exploitation	562	1 034	894	-13,5%
<b>= BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION</b>	<b>39 968</b>	<b>40 908</b>	<b>42 928</b>	<b>4,9%</b>
+ Besoin en fonds de roulement hors exploitation	4 771	451	1 377	205,4%
<b>= BESOINS EN FOND DE ROULEMENT</b>	<b>44 739</b>	<b>41 359</b>	<b>44 306</b>	<b>7,1%</b>
<b>SOLDE NET DE TRESORERIE</b>	<b>-583</b>	<b>3 991</b>	<b>-228</b>	<b>-105,7%</b>
Disponibilités et placements	8 030	14 293	10 093	-29,4%
- Crédits bancaires courants	8 612	10 302	10 320	0,2%
<b>= TRESORERIE</b>	<b>-583</b>	<b>3 991</b>	<b>-228</b>	<b>-105,7%</b>

Source : IEOM

(1) dont emprunts bancaires = 19 615  
emprunts financiers = 23 057

La structure financière de ces entreprises est restée équilibrée en 2003. La baisse de 4,8 % des fonds propres a nécessité l'augmentation des apports en comptes courants des associés (+ 21 %) et un recours accru au financement bancaire (+ 4 %). En dépit d'un taux d'endettement financier supérieur à 150 %, le FRNG s'est replié de 2,8 % sur l'année mais continue d'assurer une bonne autonomie financière, illustrée par la couverture du BFRE. Ce dernier s'est accru de 4,9 % consécutivement à l'expansion des stocks et à l'allongement des délais de paiement des clients.

L'utilisation des crédits bancaires courants est restée contenue, représentant 14,6 % de l'endettement global.

RESULTATS MOYENS (en milliers de F CFP)	2001	2002	2003	Variation
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>177 264</b>	<b>177 399</b>	<b>184 473</b>	<b>4,0%</b>
Marge commerciale	57 168	59 077	62 164	5,2%
<b>+ PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>	<b>10 039</b>	<b>10 649</b>	<b>11 811</b>	<b>10,9%</b>
= Production globale	67 208	69 726	73 974	6,1%
- Consommations intermédiaires	20 945	21 952	23 680	7,9%
<b>= VALEUR AJOUTEE</b>	<b>46 263</b>	<b>47 774</b>	<b>50 294</b>	<b>5,3%</b>
+ Subventions d'exploitation	35	59	102	72,6%
- Impôts et taxes	1 226	1 302	1 352	3,8%
- Charges de personnel	27 149	28 613	31 041	8,5%
<b>= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>17 923</b>	<b>17 919</b>	<b>18 003</b>	<b>0,5%</b>
- Dotations (nettes de reprises)	5 070	4 672	5 050	8,1%
+ Autres produits et charges d'exploitation	513	210	80	-61,9%
- Charges financières nettes	1 951	1 573	1 780	13,1%
+ Opérations faites en commun	0	0	0	n.s
<b>= RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>	<b>11 415</b>	<b>11 884</b>	<b>11 254</b>	<b>-5,3%</b>
+ Produits et charges exceptionnelles	-192	-690	-492	-28,6%
- Participation des salariés	0	0	6	n.s
- Impôts sur le bénéfice	1 792	1 718	1 665	-3,1%
<b>= RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>9 431</b>	<b>9 476</b>	<b>9 097</b>	<b>-4,0%</b>
<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>15 214</b>	<b>14 753</b>	<b>14 807</b>	<b>0,4%</b>

Source : IEOM

Ces entreprises ont souffert de la hausse sensible de leurs charges. Ainsi, en dépit de la croissance de leur chiffre d'affaires moyen de 4 %, elles ont connu une dégradation de leur rentabilité.

Les charges de personnel demeurent le poste le plus important des charges, représentant 64,8 % du revenu global. Leur augmentation de 8,5 % sur l'année a largement contribué à grever le résultat d'exploitation. Néanmoins, ce dernier reste satisfaisant avec un taux de marge brute d'exploitation (1) avoisinant les 10 %.

Les charges externes ont également enregistré une progression significative, avec + 7,7 % (20 millions de F CFP en 2003). En outre, le financement accru auprès des banques a entraîné une hausse de 13,1 % des charges financières.

Malgré la hausse générale des charges, la rentabilité financière des capitaux propres (2) a atteint 20 %. Ainsi, la capacité d'autofinancement dégagée demeure suffisante pour, d'une part rembourser l'endettement bancaire dans des délais relativement courts et, d'autre part financer le développement de leur activité sur leurs ressources propres.

(1) taux de marge brute d'exploitation = excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires

(2) rentabilité financière des capitaux propres = capacité d'autofinancement nette / capitaux propres